



HISTOIRE DU CAMEROUN

Le Cameroun découvert par les Carthaginois avant notre ère...

Les premiers habitants du Cameroun furent probablement les Bakas , également appelés pygmées. Ils habitent toujours les forêts des provinces du sud et de l'est.

* 1er millénaire avant J.-C. : la zone couvrant le sud-ouest de l'actuel Cameroun et le sud-est du Nigeria aurait été le berceau des peuples bantous.

* Ve siècle av. J.-C. : d'après certains historiens, le carthaginois Hannon aurait atteint le mont Cameroun qu'il aurait baptisé le « char des Dieux ». D'autres historiens rejettent cette théorie arguant qu'il n'y a aucune trace de son passage au Cameroun et que les conditions matérielles de l'époque ne lui auraient pas permis une expédition aussi éloignée de Carthage

Bases africaines

Le pays se peuple au nord de populations de langue soudanaise (Tikar, Kirdi) et au sud de peuples de langue bantoue (Douala, Bulu, Eton, Fang, Bassa, etc.). Ve siècle ap. J.-C. la civilisation Sao se développe aux environs du lac Tchad et donnera naissance au royaume du Kanem-Bornou.

À part cela, les gens vivent en chefferies, le pouvoir politique ne dépasse pas le groupe de village. Les Bantous comme les Soudanais sont divisés en plusieurs peuples qui ne cessent d'évoluer avec leur castes et leur problème monarchique donnent souvent naissance à de nouveaux peuples souvent antagonistes. Au nord comme au sud la propriété privée est inconnue, ainsi que la notion d'État ou d'État-nation (ainsi il y a plusieurs chefferies bakoko).

Le nord du pays est touché par l'islam à partir du XIe siècle.

Du XVIe au XIXe siècle

A la recherche de la route des Indes, les portugais arrivent sur les côtes en 1472. Étonné par le nombre de crevettes, le navigateur Fernando Póo baptise le pays « Rio dos Camaroes» ce qui veut dire "rivière des crevettes" (l'estuaire du Wouri). Vers 1532 la traite des Noirs se met en place notamment grâce à la collaboration des Doualas. Les européens n'y fonderont cependant pas d'établissements permanents comme Luanda ou Saint-Louis à cause des côtes marécageuses, difficiles d'accès et infestées de malaria. Au XVIIIe siècle arrivent les pasteurs peuls ou (Foulbe) venus de l'ouest et refoulent les Kirdis et les Massas de la plaine du Diamaré, entre Logone et Bénoué. Ils islamisent les plateaux du Sud. Leur chef, Ousmane dan Fodio, envoie son guerrier Adam islamiser les plateaux du Sud, rebaptisé Adamaoua. Il est stoppé par le royaume Bamoun. Islamisation du royaume Bamoun sous l'impulsion du roi Njoya. Njoya restera célèbre pour l'alphabet composé d'idéogrammes qu'il crée et pour la carte du pays qu'il fait établir.

* XVIe siècle : accumulations de populations diverses d'origine inconnue dans les grassfields de l'ouest qui deviendront l'ethnie Bamileke. Fondation du royaume Bamoun.

* 1827 : exploration britannocamerounaise et du Biafra

* 1845 : début de l'évangélisation par Inique de la côte a Baptist Missionary Society de Londres

* 1847 : mort du lamido Adama ; la capitale de l'Adamaoua, Yola, se trouve alors sur la Bénoué. Le royaume bamoun, dont la capitale se situe à Fouban, doit lutter contre l'expansion peule.

* 1868 : installation de négociants allemands

* 1884 : les Doualas signent un traité d'assistance avec l'Allemagne, celle-ci proclame sa souveraineté sur le Kamerun

* 1890 : installation de la Societas Apostolus Catholici (évangélisation)



Africa France Association Cameroun Fondation

Époque coloniale

En 1845, des missionnaires baptistes britanniques s'installèrent au Cameroun, qui entra de fait dans la zone d'influence de la Grande-Bretagne. Mais cela ne dura pas très longtemps : en 1868 un comptoir allemand fut ouvert près de Douala par Woerman, un marchand de Hambourg.

La colonisation allemande commença en 1884 avec la signature en juillet d'un traité entre le roi de Bell et Gustav Nachtigal. Le protectorat s'étendit du lac Tchad au nord aux rives de la Sangha au sud-est. La ville de Buéa au pied du mont Cameroun en devient la capitale avant d'être destituée au profit de Douala en 1908. En 1911, un accord franco-allemand étendit les possessions allemandes à certains territoires de l'Afrique équatoriale française. Après la Première Guerre mondiale, pendant laquelle le Cameroun avait été conquis par les forces franco-britanniques, la colonie allemande fut partagée en deux territoires confiés à la France (pour les quatre cinquièmes) et le restant au Royaume-Uni par des mandats de la Société des Nations (SDN) en 1922.

Le Cameroun français se rallia à la France libre en août 1940. La majorité des camerounais éduqués se rallia à la France libre, mais quelques camerounais germanophones furent arrêtés et convaincus d'intelligence avec les allemands. En 1945, il devint un pays sous tutelle de l'ONU, qui remplaçait la SDN. Malgré cela, il devint en 1946 un « territoire associé » de l'Union française.

En 1948, Ruben Um Nyobe fonda l'Union des populations du Cameroun (UPC), un mouvement nationaliste. L'UPC fut interdite après les émeutes de Douala en mai 1955. Recherchés par la police, des militants de l'UPC se réfugient dans les forêts, où ils formèrent des maquis, ou au Cameroun britannique voisin. Les autorités françaises réprimèrent ces événements, en procédant notamment à des arrestations arbitraires.

L'insurrection commença chez les bassa dans la nuit du 18 au 19 décembre 1956 : plusieurs dizaines de personnalités hostiles à l'UPC furent assassinées ou enlevées des ponts, des lignes téléphoniques et d'autres infrastructures furent sabotées. Des unités de la garde camerounaise réprimèrent violemment ces événements ce qui entraîna le ralliement des paysans aux maquis. Les troupes se retirèrent en mars 1957.

Indépendance

Le Cameroun français acquit son indépendance le 1er janvier 1960 et devint la République du Cameroun, immédiatement reconnue par les États-Unis et l'Union soviétique. Les élections sur le territoire sous tutelle française furent entachées par des émeutes ethniques notamment en pays bamilekes. Les différentes ethnies réclamant chacune leur indépendance.

L'année suivante, la colonie britannique se divisa en deux après un référendum d'autodétermination. Le Nord, principalement musulman, choisit d'intégrer le Nigeria. Quant au Sud, principalement chrétien, il choisit de rejoindre la République du Cameroun pour former la République fédérale du Cameroun.

En pleine guerre froide, le pays avait le choix entre la voie socialiste et la voie capitaliste. Le premier président du Cameroun fut Ahmadou Ahidjo – Peul musulman du Nord – qui était Premier ministre depuis 1958. Dès son arrivée au pouvoir Ahidjo favorisera toujours son ethnie, les Peuls (ou Foulbés) (politique, emploi, formation). Ahidjo sera invité et reçu par le Président John Fitzgerald Kennedy aux États-Unis en 1962.



Africa France Association Cameroun Fondation

Lors de son accession à l'indépendance, en 1960, le Cameroun s'était doté d'une Constitution à vocation pluraliste qui prévoyait le multipartisme. La constitution sera à peu de choses près similaire à la constitution française. La France gendarme des États-Unis se faisant l'apôtre des idées libérales face à la menace communiste. Afin de calmer les velléités tribales et sous la pression de l'Union soviétique, Ahidjo finit par instaurer un système de parti unique en 1966 sur le territoire de l'ex-Cameroun Français. Malgré la popularité de l'UPC dans le pays, sa branche légale n'obtint que 8 sièges dans la nouvelle Assemblée nationale et resta soumise aux tracasseries policières du gouvernement d'Ahidjo, le nouveau président. Le multipartisme restant en vigueur dans l'ex-Cameroun anglais jusqu'en 1972 illustre les différences ethniques. Comme en France, c'est sous la pression américaine que le pays conserve malgré les nationalisations (mines, plantations) la liberté d'entreprise. Ni à l'ouest ni à l'est et tandis que l'Union soviétique menace les États-Unis avec ses fusées à Cuba, le Cameroun s'érige comme un pays du tiers-monde.

Révolte et répression

En avril 1964, Mbida Marguerite va se présenter comme tête de liste du PDC aux élections législatives d'avril 1964. Le PDC sera le seul parti politique à avoir osé se présenter à ces élections législatives. Les leaders d'opinion camerounais de cette époque sont tous soit en exil soit en prison. Les électeurs du PDC, refusant que leur soit volée la victoire électorale vont descendre dans la rue. Le gouvernement camerounais de 1964 fera descendre la gendarmerie dans les villages et les protestataires seront massivement déportés vers les camps de concentration tristement célèbres de Mantoum, Tcholliré et Mokolo.

Le Cameroun d'Ahmadou Ahidjo poursuit la lutte contre l'UPC et sa branche armée, l'ALNK. Il passe des accords de défense avec la France: « des personnels français sont chargés de procéder à l'organisation, à l'encadrement et à l'instruction des forces armées camerounaises »[1]. De violentes émeutes ensanglantèrent le pays Bamiléké et la région Bassa.

Polémique sur le nombre de victimes

Au sujet du nombre de victimes, les avis diffèrent. Pour le pilote d'hélicoptère français, Max Bardet, ayant opéré au Cameroun à cette époque, il aurait été commis un véritable génocide :

« En deux ans, l'armée régulière a pris le pays bamiléké, du sud jusqu'au nord, et l'a complètement ravagé. Ils ont massacré trois ou quatre cent mille Bamilékés, un vrai génocide. Ils ont pratiquement anéanti la race. Les sagaies contre les armes automatiques, les Bamilékés n'avaient aucune chance. (...) Les villages avaient été rasés, un peu comme Attila, tu passes, tu ne laisses rien. Peu de français sont intervenus directement. J'en ai connu trois ou quatre, c'est tout. »[2],[3].

En 2001, l'écrivain camerounais Mongo Beti indiquait:

« Les estimations varient d'un plancher de soixante mille morts, chiffre brandi par les dirigeants officiels, à quatre cent mille, statistique revendiquée par les dirigeants nationalistes radicaux. C'est bien connu, les bourreaux minimisent, les victimes maximalisent. »[4].



Africa France Association Cameroun Fondation

Toutefois, l'historien Marc Michel qui a étudié la question spécifique de l'indépendance du Cameroun, indique que l'essentiel des combats a eu lieu après l'indépendance. Il estime que « plus vraisemblablement, la guerre a fait plusieurs dizaines de milliers de morts, principalement des victimes de la "guerre civile", après l'indépendance » »[5].

Pour l'historien Bernard Droz, auteur d'un ouvrage sur la décolonisation, les événements de la période 1955-1959 feront de l'ordre de la dizaine de milliers de morts, que ce soit la répression militaire coloniale ou les luttes internes à l'UPC[6]. Les manuels scolaires d'histoire camerounais parlent eux d'une rude répression .

La désinformation et le négationnisme sont de plus en plus marqués au sujet des périodes pré et post indépendances. Certaines ethnies tentent, en effet, par la victimisation de tirer seuls le mérite d'une lutte menée en réalité par l'ensemble du peuple camerounais.

Époque contemporaine

En 1972, la république fédérale fut remplacée par un État unitaire. Ahmadou Ahidjo remporta les élections de 1975 et 1980. Ce n'est qu'en novembre 1982 qu'il démissionna pour « raisons de santé » (coup d'État) et fut remplacé par son ancien Premier ministre, Paul Biya – chrétien du Sud. Ahidjo regretta son choix ultérieurement, et, à la suite d'un coup d'État manqué de la part de ses partisans, il fut contraint à l'exil en 1984.

Cette révolution de palais mettait ainsi fin à un régime auquel un haut magistrat reprocha par la suite l'« hypertrophie du pouvoir exécutif, renforcé par le monopartisme envahissant, et l'atrophie de tous les contrepoids, pour ne pas dire tout court l'absence de contrepoids ».

Le président Biya tente alors de remédier progressivement aux maux légués par son prédécesseur en renouvelant totalement les cadres et les structures du parti unique, rebaptisé en 1985 Rassemblement démocratique du peuple camerounais. Il réussira même à y rallier quelques opposants « de l'intérieur ». L'ouverture se marquera également lors des élections municipales d'octobre 1987, pluralistes dans le cadre du parti unique. Quelques mois plus tard, Biya est réélu président, tandis que la quasi-totalité des députés sont battus par des nouveaux venus lors des législatives.

Néanmoins, des affrontements violents à Yaoundé avaient mis aux prises étudiants et policiers dès décembre 1987 et, la situation économique empirant, de nouveaux troubles sociaux éclatèrent à partir de 1989. Le 3 décembre 1990, l'Assemblée nationale adopte une série de lois destinées à contrôler la création de nouveaux partis, alors que la Constitution prévoyait explicitement le multipartisme intégral. Plusieurs partis « proches du pouvoir » se font ainsi reconnaître sans problèmes, mais la plupart des partis d'opposition, dans le pays ou en exil, refusent de cautionner ce « multipartisme sous contrôle ».

[Africa France Association Cameroun.Fondation le 19/02/2011](#)